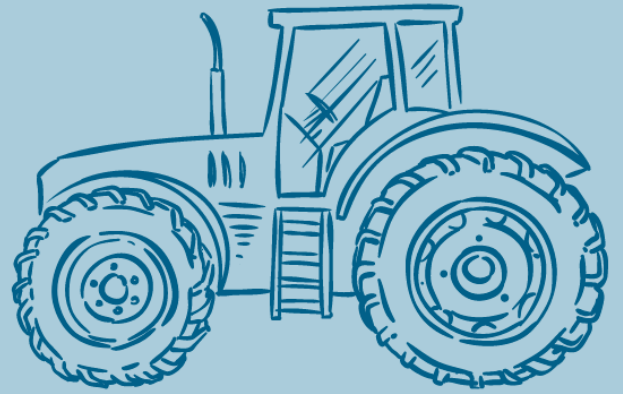
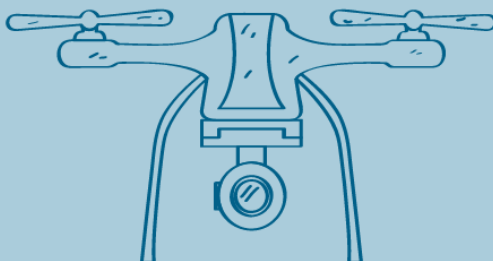


# LEVIERS POUR UNE TRANSITION VERS DES



# SYSTEMES DE GRANDES CULTURES PLUS DURABLES

Rapport de synthèse





# Anaïs Levoir

Novembre 2021

*Farm Europe est un think tank multi-culturel fondé en 2014 qui vise à stimuler la réflexion sur les économies rurales de l'Union européenne. Le think tank, met l'accent sur l'agriculture et les politiques alimentaires, en particulier la Politique Agricole Commune (PAC), les normes alimentaires, la chaîne alimentaire, l'environnement, l'énergie et le commerce.*

## Rapport de synthèse

Pour faire face aux enjeux climatiques et environnementaux, l'UE propose la mise en place d'un Pacte Vert pour l'Union Européenne se déclinant à travers des propositions de mesures qui ciblent les différents secteurs économiques, dont l'agriculture. Afin d'atteindre la neutralité climatique en 2050, la Commission souhaite que l'agriculture l'atteigne dès 2035 pour ensuite prendre en charge une partie des émissions des autres secteurs.

Dans ce cadre, les stratégies Farm 2 Fork et Biodiversité proposent de réduire d'ici 2030 l'usage de pesticide de 50% et d'engrais de 20%. Elles suggèrent que 25% des surfaces agricoles soient en agriculture biologique et que les éléments paysagés à haute diversité couvrent 10% des surfaces agricoles.

Or, les stratégies, telles que proposées par la Commission, induiraient une baisse moyenne des rendements de 5%, une baisse de la production agricole européenne de 10 à 15% selon les secteurs, une réduction des exportations de 20%, une hausse drastique des importations et une baisse des revenus agricoles de 8 à 16% selon les études d'impacts réalisées. L'étude du département recherche de la Commission (JRC) conclut aussi à ces résultats, nonobstant des hypothèses de limitation artificielle des importations et de 60% des fermes en agriculture de précision en 2030. Cette dernière hypothèse suggérerait des investissements massifs à opérer par des filières voyant leurs revenus fondre. Les bénéfices environnementaux estimés sont tenus voire nuls au prix d'une décroissance socialement et économiquement onéreuse.

De telles conséquences pourraient être dramatiques pour le secteur agricole européen qui embauche plus de 9.2 millions de personnes et qui occupe 38% du territoire européen. Le secteur grandes cultures est d'autant plus exposé qu'il occupe plus des deux tiers des surfaces de terres arables européennes.

Non seulement elles seraient de nature à mettre en cause la capacité des agriculteurs à répondre aux besoins d'approvisionnement des marchés européens et de stabilité des marchés alimentaires mondiaux, mais elles auraient un impact notable sur l'équilibre économique des exploitations agricoles, des filières associées et des régions rurales où elles sont implantées.

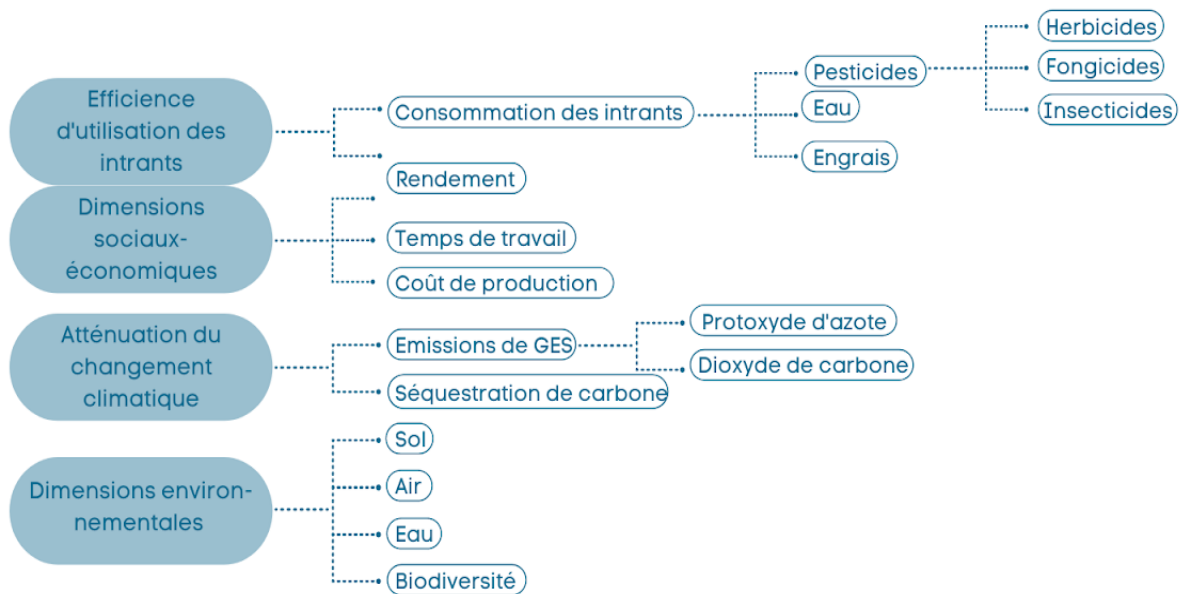
Un scénario de restructuration du secteur agricole, de réduction du nombre d'exploitations et d'abandon de terre du fait de décisions politiques n'est pas envisageable.

Ces constats suggèrent la **nécessité de définir une autre voie pour répondre aux principes du Pacte Vert européen et d'une transition écologique responsable et efficace des secteurs agricoles.**

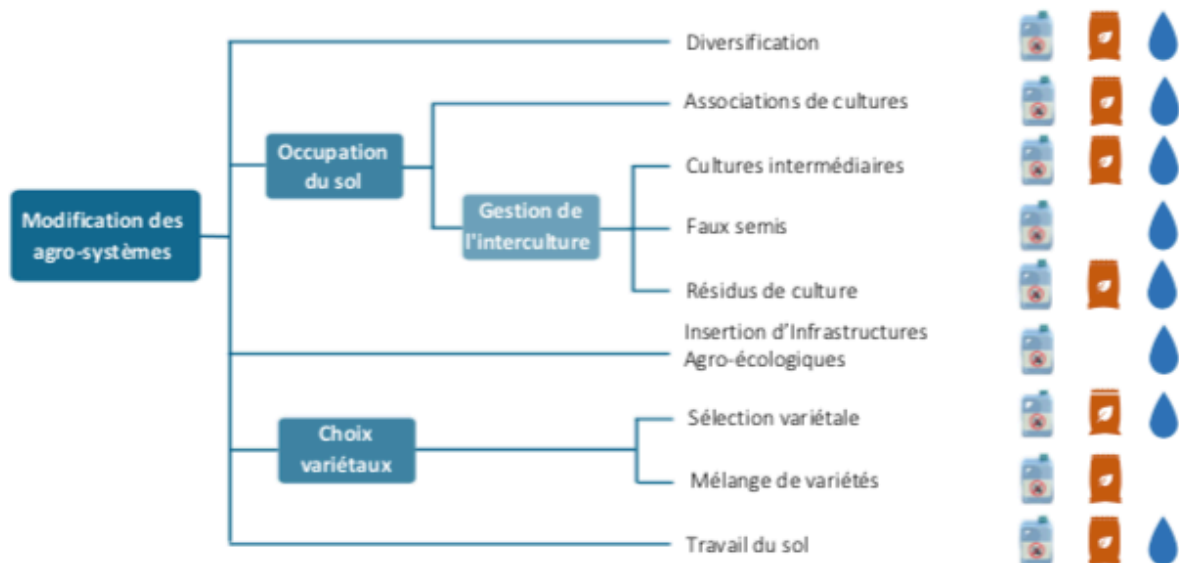
Ce rapport répertorie et analyse des pratiques activables pour atteindre les objectifs européens du Green Deal, tout en confortant les capacités de production, les finances des agriculteurs et leur temps de travail.

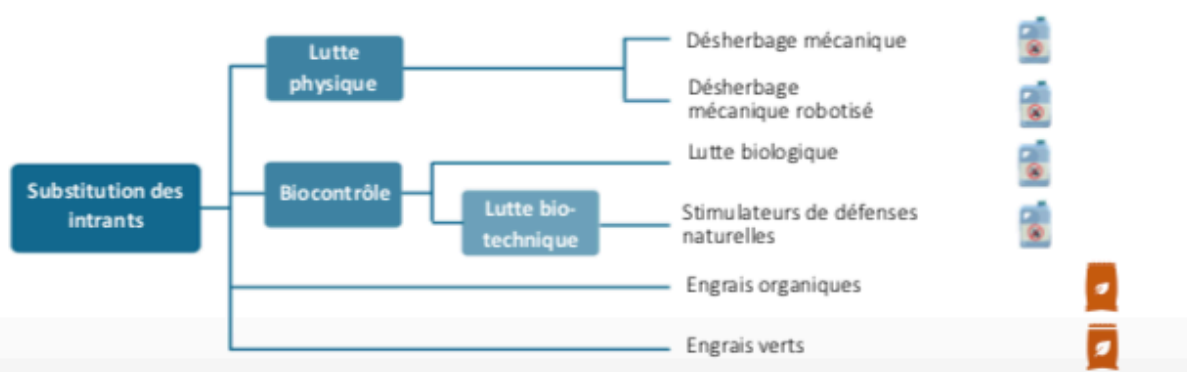
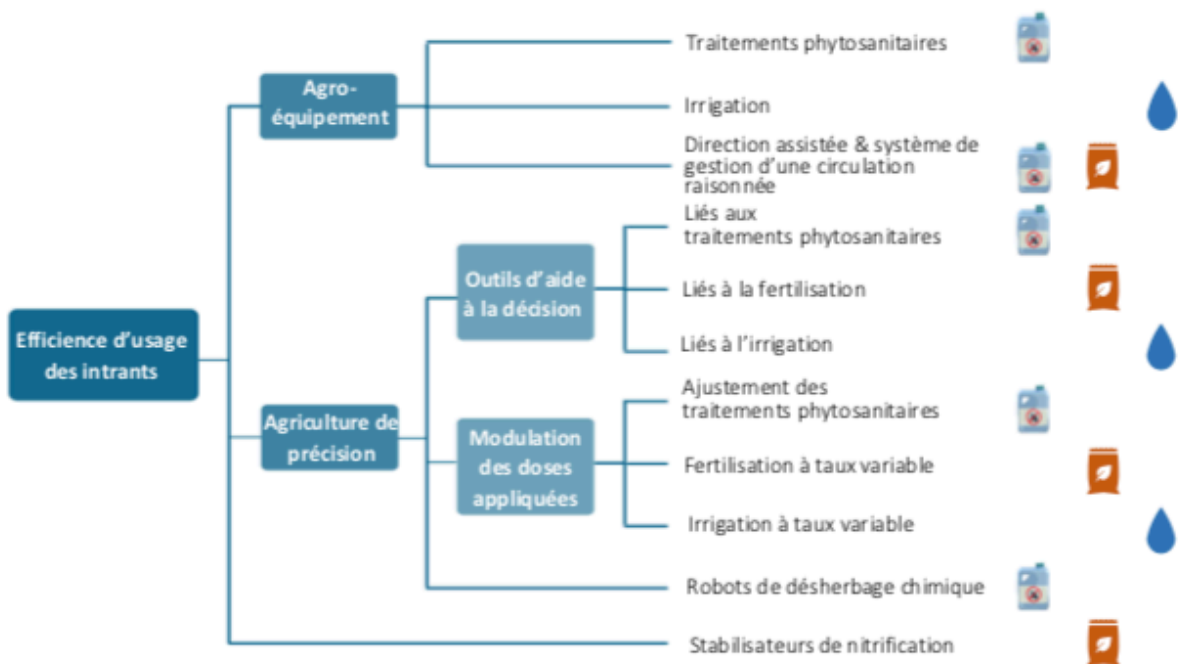
De nombreux travaux européens ont évalué et quantifié l'effet de diverses pratiques à l'échelle de l'exploitation ou de la parcelle. Cette étude s'est attachée, à partir d'une revue de ces travaux, à répertorier les pratiques ayant les meilleurs couples d'impacts environnementaux et climatiques/impacts économiques et sociaux.

Les différents éléments comparés sont donnés ci-dessous :



Les pratiques étudiées et les intrants dont elles affectent l'usage sont :





## Les résultats qui en émanent peuvent être résumés comme suit :

Les pratiques qui ressortent comme des solutions pouvant être les plus bénéfiques pour tendre vers les objectifs de neutralité d'émissions GES et d'usage économe des intrants sont, au niveau de la reconception du système :

- La diversification des rotations et la couverture maximale du sol, notamment lors de la période d'interculture ;
- Un travail du sol alternant labour et travail du sol plus superficiel ;
- La sélection de variétés résistantes, précoces ou tardives.

A ces solutions s'additionnent différents moyens pour améliorer l'efficacité d'utilisation des pesticides, des engrais et de l'irrigation comme :

- La modernisation des agroéquipements ;
- Les préconisations d'OAD ;
- L'application locale et ajustée des intrants.

Certaines de ces solutions peuvent parfois s'avérer coûteuses, d'autres, comme les OAD ou le remplacement de certaines pièces sont des alternatives abordables.

Les pratiques qui cherchent à substituer les pesticides ne permettent généralement pas de s'en passer complètement. Ce sont des alternatives préventives ou complémentaires. La substitution des engrais de synthèse par des engrais verts ou les engrais organiques apparaît une solution intéressante pour réduire les émissions de GES. La mise en œuvre d'engrais verts peut cependant être technique et le recours aux engrais organiques dépend de la capacité à se fournir en matières organiques.

Le choix des pratiques dépend de nombreux facteurs qui influencent les effets des dites pratiques sur l'utilisation des intrants, sur le climat, l'environnement et les conditions socio-économiques. Certaines pratiques peuvent ainsi avoir des effets bénéfiques ou négatifs selon les régions considérées de l'Europe.

**Un accompagnement local voire régional des agriculteurs** paraît utile pour les aider à identifier les ensembles de pratiques correspondant à leur contexte. **Des formations sont nécessaires** pour leur permettre de prendre en main rapidement et d'utiliser au maximum le potentiel de leurs agroéquipements. **Les préconisations des OAD doivent également être ajustées aux conditions locales.**

Au-delà de l'appui à l'accompagnement des agriculteurs, **il est primordial d'assurer l'accessibilité des agroéquipements, des AOD et de soutenir la modernisation du parc matériel pour améliorer l'efficacité d'utilisation des intrants.** C'est une priorité que devraient se donner les politiques publiques.

La robotique, quant à elle, est aujourd'hui trop récente et trop chère. D'ici 15 ou 20 ans, elle pourrait être une solution supplémentaire prometteuse.

